

Compte rendu de Anna Bozzo, Pierre-Jean Luizard (dir.), *Vers un nouveau Moyen-Orient ? Etats arabes en crise entre logiques de division et sociétés civiles*, Rome, Roma Tre-Press, 2016, 310 p., ISBN: 978-88-97524-70-0

Juliette HONVAULT, Aix-Marseille Univ, CNRS, IEP, IREMAM, Aix en Provence, France

Référence de publication :

Juliette HONVAULT, Compte-rendu de « Bozzo Anna, Luizard Pierre-Jean (dir.), *Vers un nouveau Moyen-Orient ? Etats arabes en crise entre logiques de division et sociétés civiles*, Rome, Roma Tre-Press, 2016, 310 p., ISBN: 978-88-97524-70-0 », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, 145 | 2019, Vol 145

Issu d'un colloque international qui s'est tenu à Rome en avril 2015 (« Les Printemps arabes quatre ans après : Etats et sociétés civiles face aux logiques segmentaires »), cet ouvrage rassemble les contributions de politistes, de sociologues, d'historiens, mais aussi d'un diplomate et d'un journaliste. Elles interrogent comment les conflits armés qui ont pris place dans la foulée des contestations populaires de 2011 ont mis en péril les Etats du Moyen-Orient, et proposent parfois, dans une approche prospective, des solutions à mettre en œuvre pour rétablir la paix. Les contributeurs, invités à « articuler le temps long et le temps court pour rendre compte des événements récents » (p. 107), se sont efforcés, pour une partie d'entre eux, à analyser la relation entre Etat et certains acteurs des conflits aujourd'hui mis en lumière. D'autres ont au contraire questionné la nature des Etats et leur capacité à intégrer des segments de populations traversés par des appartenances exclusives particulièrement vives en cas de conflit.

Cinq parties structurent l'ensemble, autour de cinq pays : Irak, Syrie, Liban, Libye et Yémen. Le cas de l'Irak, qui regroupe cinq contributions, isole un certain nombre d'acteurs négociant l'avenir du pays : extérieurs (Turquie, Iran, Etats-Unis, Russie) pour le diplomate Maurizio Melani ; une société civile dépassant les clivages communautaires pour Pierre-Jean Luizard ; les Kurdes, que les acteurs historiques de l'Etat (Britanniques, élites foncières, élites militaires sunnites et nationalistes arabes, élites chiites) ont soit ignorés, soit réprimés (Hardy Mède), justifiant le souhait de fonder un Kurdistan irakien (Jordi Telel Gorgas) ; l'Etat lui-même, à la fois acteur et enjeu du conflit depuis 2014, malgré le mauvais ancrage dans le tissu social des acteurs politiques qui l'incarnent (Arthur Quesnay). L'Etat, face à tous ces acteurs – internes ou externes, étatiques ou non –, résiste non seulement au confessionnalisme (« souvent la cause ou la conséquence d'une incapacité de l'Etat à être légitime » selon P.J. Luizard), mais reste la « principale arène de négociation » : il faut saluer ici l'invitation d'A. Quesnay à analyser le « processus de remodelage de l'Etat » et les redéfinitions du rapport à l'Etat, nécessairement mouvant.

Les quatre analyses portant sur la Syrie alternent questionnement sur les régimes et questionnement sur l'Etat. Zakaria Taha impute à la politique d'exclusion menée par les régimes nationalistes arabes la réaction autonomiste des Kurdes, et, in fine, la fragilisation des structures étatiques. L'essai de Nadine Méouchy invite à considérer les rendez-vous manqués entre la société syrienne et l'Etat depuis 1920, les solidarités primaires (ici " *'asabiyyât* ") trouvant, dans ce vacuum accentué par l'élimination des catégories sociales intermédiaires et les conflits intérieurs ou régionaux, l'espace pour s'imposer. Reprenant cette perspective, mais de manière plus orientée par un seul des deux termes de la relation, Salam Kawakibi, dans un entretien retranscrit dans le volume, accuse la gestion très floue des identités politiques de la société syrienne par les différents régimes depuis le début du Mandat français. Thomas Pierret, quant à lui, reprend l'idée développée par M. Seurat qu'à une nation syrienne bien réelle s'oppose un Etat inexistant, celui-ci n'ayant pas réussi à se construire de manière autonome en s'appuyant sur une bureaucratie "bien ancrée".

Le Liban, qui a été peu touché par la vague de contestations en 2011, et qui n'est pas le théâtre d'un conflit armé, doit certainement moins sa présence dans cet ouvrage à une "crise" de l'Etat qu'au fait, peut-être, que certains de ses éléments sociaux sont en lien avec des acteurs du conflit syrien. A

moins que ce ne soit parce que les enquêtes de terrain y sont plus faciles ? Premier des trois contributeurs de cette partie, Wissam Paul Macaron expose le cas de la ville de Tripoli, majoritairement sunnite, historiquement très proche de "l'hinterland" syrien et traversée par des courants islamistes et salafistes concurrents. Les affinités de ceux-ci avec l'opposition syrienne et leur inquiétude vis-à-vis des succès du Hezbollah n'empêchent pas une forte allégeance à l'Etat libanais. De son côté, le Parti Syrien National Social du Liban étudié par Nicolas Dot-Pouillard est également, malgré le projet de Grande Syrie qu'il porte de pair avec son alter égo syrien, prisonnier de son espace national et de ses problématiques : l'auteur montre ainsi très bien que le parti contribue à renforcer l'Etat-nation libanais malgré la perspective politique transnationale qui est la sienne. Enfin, l'analyse du village-frontière de Wādī Khâlîd proposée par Lorenzo Trombetta montre aussi que l'appartenance nationale, sentiment très mouvant selon les contextes, a tourné en faveur de l'Etat libanais depuis la guerre en Syrie, la frontière faisant office de protection.

Les trois contributions sur la Libye portent sur un Etat bien présent dans les imaginaires, mais gravement dégradé par la situation politique, économique et financière depuis la fin de l'ère Qadhdhâfi, et qu'il s'agit de reconstruire. Antonio M. Morone, en revenant sur les migrations depuis 2011, souligne que la légitimité de l'Etat continue, comme sous Qadhdhâfi, de se jouer sur le plan international, conditionnée par la capacité des autorités libyennes à contrôler les flux migratoires à destination de l'Europe. A l'intérieur, Virginie Collombier dénonce la mise en place d'un processus électoral avant celle d'une réconciliation nationale, alors que le pays est confronté à la fragmentation de ses territoires et à de forts clivages sociaux - un constat proposé également par Moncef Ouannès, qui évoque plus particulièrement la destruction du tissu social et tribal au profit des milices.

L'unique contribution de Laurent Bonnefoy sur l'avenir de l'Etat yéménite se montre optimiste - mais elle a été rédigée avant l'intervention de la coalition arabe lancée par l'Arabie Saoudite à l'été 2015, qui, on le sait, a considérablement contribué à durcir les clivages. Après avoir détaillé la nature des ruptures qui mettent en cause, particulièrement depuis 2012, la structure unitaire de l'Etat (régionales, entre le Nord et le Sud, et religieuses entre zaydites et sunnites), L. Bonnefoy imagine une troisième voie possible autour de "représentants de l'Etat civil" établis à Taez, à la frontière entre le Nord et le Sud.

Non questionnée, l'absence d'analyses portant sur la Turquie, la Jordanie, la Palestine, l'Egypte ou encore les monarchies pétrolières de la péninsule Arabique et Israël apparaît comme un impensé qui, certainement, grève la réflexion sur l'existence (ou non) des germes d'un « nouveau Moyen-Orient ». Elle suggère, surtout, un présupposé selon lequel la « crise » concernerait seulement une partie des Etats de la région. Mais le problème est précisément que la notion de crise ici convoquée n'est pas clairement définie. Le titre évoque des « logiques de division » et des « sociétés civiles » qui menaceraient l'Etat, mais en quoi l'existence de celles-ci suffirait-elle à identifier une telle menace ? Le Liban à lui tout seul en est un contre-exemple.

Ces imprécisions reflètent en réalité un parti-pris historiographique, que souligne Myriam Catusse dans la seconde introduction de l'ouvrage. Loin d'inviter à interroger les régimes et la façon dont les groupes sociaux ont négocié le contrôle des institutions et leurs usages, les coordinateurs de ce collectif ont en effet fait le choix de questionner les conditions dans lesquelles le modèle de l'Etat-nation a été imposé par les Européens puis capté par les élites au début et au milieu du XX^e siècle, ouvrant la voie aventureuse d'un questionnement sur l'adéquation du modèle de l'Etat-nation aux sociétés du Moyen-Orient, et plus particulièrement à la nature segmentaire de celles-ci. Dans cette perspective, les soulèvements populaires et les mouvements de contestation ne seraient que le résultat logique du projet mort-né de l'Etat-nation dans ces sociétés, et l'on comprend que la destruction symbolique des frontières dites de "Sykes-Picot" par les combattants de l'Etat Islamique en 2014 serait justifiée, en quelque sorte, par l'illégitimité morale comme politique de leur mise en place. On perçoit bien les limites scientifiques d'une telle approche, et les risques d'essentialisme qu'elle porte en elle. La recherche aurait certainement à gagner à combler le vide historiographique souligné par cet ouvrage concernant la façon dont les populations du Moyen-Orient ont, depuis un siècle, construit leurs identités au contact des frontières et à l'usage des infrastructures et des

institutions nationales, y compris dans leur version idéale. Tous les contributeurs de l'ouvrage ne s'y sont pas laissé prendre, ouvrant de belles perspectives de recherche à des sciences sociales attentives aux appartenances multiples.